

Drogues illégales et érosion de l'État philippin

Nex Bengson¹

L'archipel des Philippines est une plaque tournante des trafics internationaux de drogues. La politique officielle de sévérité vis-à-vis des stupéfiants tranche avec la réalité des compromissions de toutes sortes des agents de l'État: extorsion et recel, financement de campagnes électorales, achat des juges. Source d'inégalité et de perte de confiance envers les institutions, le trafic est un obstacle majeur à la consolidation démocratique du pays.

Pendant une courte période, l'Agence philippine de lutte contre les drogues a eu deux personnes à sa tête. Suite à une polémique sur une affaire d'extorsion, le secrétaire exécutif Paquito Ochoa a effectivement prêté serment devant l'actuel directeur général de l'Agence, Arturo Cacadac, alors même que le précédent directeur, Jose Gutierrez, n'avait pas démissionné. Malacañang Palace, le siège du pouvoir exécutif, n'a pas pu donner d'éclaircissement sur cette situation insolite (Ubac, 2012). Pourquoi n'a-t-on pas notifié au directeur général Gutierrez son remplacement, et pourquoi cette précipitation? Cette affaire, comme beaucoup d'autres ayant trait aux drogues, soulève bien des questions.

Aux Philippines, les événements associés aux drogues sont généralement entourés d'un voile de mystère, voile qui dissimule les liens entre les flux de substances illégales et le pouvoir, et qui ne s'entrouvre qu'à l'occasion de polémiques vite oubliées par le grand public. Dans un monde globalisé où les hommes, les marchandises

1. Politologue à l'Université des Philippines-Diliman.

et l'information circulent de plus en plus vite sous un régime de libéralisation économique, les circuits de la drogue sont de moins en moins faciles à détecter. Les Philippines, ancienne colonie de l'Espagne et des États-Unis et aujourd'hui économie émergente majeure de la très dynamique « super-région » Asie-Pacifique, constituent un véritable lieu de rencontre entre l'Orient et l'Occident. Le pays est depuis longtemps le théâtre discret d'un front majeur de la « guerre aux drogues ». En réalité, c'est précisément là que cette guerre a commencé.

D'un régime colonial à un régime autoritaire

C'est suite à leur prise de contrôle des Philippines, arrachées à l'Espagne au tournant du 20^e siècle en vertu du traité de Paris, et à leur confrontation au problème de l'opiomanie de masse que les États-Unis prirent le leadership en matière de contrôle des stupéfiants. La recommandation initiale du gouverneur général William Howard Taft concernant les cent quatre-vingt-dix débits d'opium avait été de les autoriser à rester ouverts à condition que leurs recettes fussent allouées à l'éducation. Mais les missionnaires chrétiens conduits par Charles H. Brent, l'évêque protestant de Manille, et le révérend Wilbur Crafts, du Bureau international de la réforme, s'y opposèrent, et firent pression sur le gouvernement fédéral pour qu'une enquête soit menée sur la consommation d'opium. Et contrairement aux résultats de la Commission royale britannique sur l'opium, la commission états-unienne conclut que l'opium avait « *de graves effets sur la santé et la qualité morale des usagers* ». Les missionnaires convainquirent l'administration Roosevelt d'organiser un congrès international sur l'opium, alléguant que sans un accord avec les autres pays pour endiguer l'approvisionnement, les restrictions mises en places aux Philippines seraient vaines (Buxton, 2010).

Les États-Unis réussirent à poser les fondations d'un régime international des narcotiques. Aux Philippines cependant, le gouvernement colonial s'investit davantage dans le renforcement de l'oligarchie que dans la construction de structures étatiques, d'après le professeur américain Paul Hutchcroft (Quimpo, 2005). L'influence états-unienne était toujours bien présente après la deuxième guerre mondiale et se maintint dans les décennies suivantes, qui virent le rétablissement de la République des Philippines puis l'instauration

du régime autoritaire de Ferdinand Marcos, avec la promulgation de la loi martiale de septembre 1972.

C'est au cours de cette période autoritaire que fut adoptée la loi sur les drogues dangereuses, qui créa le Conseil des drogues dangereuses, principale instance gouvernementale en matière de politique des drogues (PDEA, 2010). Le gouvernement états-unien prêta d'emblée une assistance généreuse à l'administration philippine dans ses premiers efforts en matière de lutte contre les drogues, car il envisagea très tôt la possibilité que l'archipel devienne une plaque tournante des trafics dans la région. Les câbles Wikileaks le confirment, c'est pour mieux protéger leur intérêt national et démanteler les réseaux de trafiquants que les États-Unis ouvrirent une antenne locale de la Drug Enforcement Administration (DEA) afin de former et d'équiper les services antidrogues philippins. Ces activités suscitérent l'intérêt des pays voisins et c'est à Manille que la première formation complète de lutte contre les stupéfiants en dehors des États-Unis vit le jour. Favorisée par le contexte autoritaire, l'application sévère de la législation entraîna une forte baisse de l'offre de stupéfiants dans le pays. Au milieu des années 1970, les Philippines se virent attribuer par les États-Unis le rôle de leadership dans la lutte contre le narcotraffic en Asie du Sud-Est.

Les actions contre les narcotrafiquants de l'administration Marcos lui donnèrent du crédit au sein de l'opinion publique. Quelques mois après la proclamation de la loi martiale, l'exécution publique d'un baron chinois de la drogue, Lim Seng, par le peloton d'exécution de l'unité de police antistupéfiants fit forte impression sur la population philippine (GMA News, 2013). La mise en scène de l'événement par les autorités atteint son objectif : démontrer que la volonté officielle d'ouvrir une « ère nouvelle » était sérieuse. Les citoyens réagirent avec obéissance et espoir. Ce n'est d'ailleurs pas sans une certaine nostalgie que les témoins de cette époque se souviennent de cet État autoritaire qui promettait un bon gouvernement et avait réussi à imposer la discipline (Mañalac, 2009 ; Tulfo, 2011). La volonté réformatrice de Marcos se traduisit par une série d'autres initiatives dans le sens du renforcement de l'État philippin.

Toutefois ces changements ne devaient pas durer. Les mêmes forces qui avaient pour mission de ramener l'ordre furent aussi les premières à abuser de leur autorité. L'Unité de police antistupéfiants, censée se consacrer exclusivement à la lutte contre la drogue, fut également utilisée contre les adversaires politiques de l'État. Le

cas de Liliosa R. Hilao, militante universitaire torturée et retrouvée morte entre les mains de l'unité de police antistupéfiants, fut l'un des premiers à être présenté dans la procédure ouverte en 1995 à Hawaï afin d'illustrer les violations des droits humains commises par Ferdinand Marcos. Les États-Unis restèrent pourtant alliés à ce dernier jusqu'à sa chute, lors du soulèvement populaire de 1986.

La première révolution *People Power* marqua un nouveau départ pour la République des Philippines et relança le processus de consolidation démocratique de la jeune nation. Mais dans les années 1990, le problème de la drogue reprit de l'ampleur au point de devenir une préoccupation sociale, politique et de sécurité majeure - une « menace nationale ». « *Sans une action déterminée, les Philippines pourraient devenir un narco-État* » déclara le sénateur Ernesto Herrera. Le sujet devint même un enjeu électoral lors des présidentielles de 1998, la candidate à la vice-présidence et présidente sortante, Gloria Macapagal-Arroyo, ayant à se défendre d'accusations de liens avec les seigneurs locaux de la drogue (Dupont, 1999). Une décennie plus tard Arroyo n'hésitera pourtant pas à s'autoproclamer « tsar » de la lutte antidrogues (Smith, 2009).

Les drogues et l'archipel

En 2002, deux révolutions populaires (1986 et 2001), quatre administrations et trente ans après l'entrée en vigueur de la loi sur les drogues dangereuses de 1972, fut adoptée la loi « détaillée » sur les drogues dangereuses. Les compétences de formulation de politiques et de stratégies restèrent du ressort du Conseil des drogues dangereuses, composé de dix-sept membres : trois membres permanents nommés par le président, douze membres mandatés par neuf ministères (justice, santé, défense nationale, finances, travail, intérieur et gouvernement local, sécurité sociale et développement, affaires étrangères et éducation), deux commissions (enseignement supérieur et jeunesse nationale) ainsi que l'Agence philippine de lutte contre les drogues. Les deux derniers membres ordinaires viennent du barreau intégré des Philippines et d'une organisation non gouvernementale. Les directeurs du Bureau national d'investigation et de la Police nationale philippine sont également mandatés comme consultants permanents du Conseil.

La loi prévoyait également la création de l'Agence philippine de lutte contre les drogues, bras exécutif du Conseil, ainsi que les peines correspondant aux différents types de violation. Le travail

de l'Agence est actuellement centré sur la culture du cannabis, la fabrication de méthamphétamines et le trafic (PDEA, 2010). En 2012, elle a effectué plus de 24 000 opérations, deux fois plus qu'en 2011, qui se sont traduites par l'arrestation de 10 000 individus, dont 65 de nationalité étrangère (Ramos, 2012). Par ailleurs l'Agence a identifié 7 372 villages, soit 18 % du nombre total de villages sur la totalité du territoire, comme étant « *touchés par la drogue* ». 7,7 % sont même considérés comme « *gravement touchés par la drogue* », c'est-à-dire possédant au moins un laboratoire de stupéfiants (Elona, 2012). Les gens ordinaires, notamment ceux qui vivent sur l'île musulmane de Mindanao, consomment de la drogue et tombent dans la criminalité pour échapper à la pauvreté, au chômage et aux discriminations.

On estime que le nombre de consommateurs de drogues dans le pays a chuté de 6,7 à 1,7 million ces dernières années (Balana, 2010). En dépit de cette baisse, les Philippines conservent le taux le plus élevé au monde d'abus de méthamphétamines, ou « *shabu* », soit 2,1 % de la population âgée de 16 à 64 ans (Esplanada, 2012a). L'essentiel du volume des drogues n'est cependant pas destiné à la consommation locale mais à l'exportation vers la Chine, Hongkong, Taïwan, le Japon, l'Australie, le Canada, la Corée, les États-Unis et le reste de l'Asie du Sud-Est.

Le littoral mal surveillé des plus de sept mille îles ainsi que la corruption judiciaire font du pays un lieu de fabrication et de transbordement idéal pour les précurseurs chimiques et les méthamphétamines finies (Clapano, 2011 ; ONUDC, 2012). Les bandes criminelles transnationales, composées principalement de Chinois, d'Ouest Africains et d'Iraniens, sont les principaux acteurs de la drogue dans la région (Esplanada, 2012b ; Santos, 2012). Des groupes terroristes et rebelles, comme Abu Sayyaf et la New People's Army (NPA), ont également recours au trafic comme moyen pour se procurer des ressources économiques (Ciluffo, 2000 ; Binla, 2013).

On note une hausse récente de l'implication des femmes dans les trafics, qui constitueraient 76 % des revendeurs arrêtés (Yap, 2012a). Par ailleurs les syndicats de la drogue utilisent de plus en plus des mineurs d'âge pour le commerce des stupéfiants, tirant profit de la loi sur la justice et la protection de la jeunesse de 2006, qui exempte les enfants de moins de quinze ans de responsabilité criminelle et donc de peines de prison (Yap, 2011). Enfin l'augmentation du nombre de « mules » philippines a plusieurs fois fait

les grands titres ces dernières années, notamment lors de l'exécution de quatre travailleurs immigrés en Chine. En juin 2011, 692 Philippins étaient incarcérés dans des prisons étrangères pour trafic de drogues, contre seulement deux cas enregistrés une décennie plus tôt. On en compte deux cents rien qu'en Chine (Clapano, 2011).

Les trafiquants profitent des flux internationaux de travailleurs émigrants – les « *mules parfaites de la drogue* » mues par des besoins financiers et couvertes par des identités valides de travailleurs étrangers (David, 2011 ; Boncocan, 2011). Certains deviennent même des mules sans le savoir. Beaucoup sont contactés à travers des sites de réseaux sociaux, où on leur propose l'opportunité de voyager ou de travailler. Les autres sont des courriers volontaires, payés entre 500 et 5000 dollars pour avaler de la drogue ou la cacher dans leurs bagages.

Face à ce phénomène, le gouvernement philippin a créé un détachement spécial interagences, dirigé par l'Agence philippine de lutte contre les drogues et incluant la Police nationale philippine, le Bureau national d'investigation, le Bureau des douanes et le Bureau de l'immigration. La capacité de ce détachement spécial à restreindre l'exploitation des travailleurs émigrants par les narcotrafiquants n'est pourtant pas acquise, attendu que de plus en plus de Philippins veulent tenter leur chance ailleurs dans le monde.

D'autant que ces mouvements de travailleurs ont une origine politique. Celle-ci remonte à 1975, lorsque le secrétaire du travail de l'époque décida de favoriser les migrations comme moyen temporaire d'endiguer le chômage dans le pays. Cette exportation de main-d'œuvre n'a cessé d'enfler pour atteindre aujourd'hui le nombre de dix millions de personnes, soit 10 % de la population nationale ! Les envois de fonds ont certes permis de maintenir l'économie philippine à flot, grâce à une croissance économique basée sur la consommation, mais les coûts sociaux et la fuite des cerveaux qui en résultent pèsent négativement sur le développement du pays (Ofreneo, 2012). Le gouvernement philippin reste néanmoins attaché à cette politique d'exportation des travailleurs, qui lui sert de bouée de sauvetage économique et fait des Philippines un créditeur net vis-à-vis des institutions financières internationales. L'abus des travailleurs migrants par les bandes criminelles n'est donc pas prêt de cesser.

Comme bien d'autres problèmes, celui des Philippins incarcérés dans des pays étrangers est généralement oublié dans les

vingt-quatre heures. Il n'existe aucune initiative un tant soi peu structurée pour un réel changement de la politique du gouvernement, ni de la part des citoyens, ni de la part des élus, ni de la part des organisations non gouvernementales. Les drogues constituent un sujet politique négligé. Or, de l'avis même des universitaires spécialistes de la politique philippine, l'État n'est plus seulement l'objet de pillage de la part des oligarchies, il est lui-même devenu prédateur (Quimpo, 2005). Des abus d'autorité aux remises en question de positions officielles, la drogue a contaminé les institutions au point de créer une culture de l'impunité et de l'opacité.

La corruption dans la lutte contre les drogues

Le problème constant et le plus grand défi de l'État philippin en matière de stupéfiants résident dans l'incompétence et le manque d'intégrité des fonctionnaires. Les efforts de lutte sont régulièrement entravés par la corruption des membres des forces de sécurité, des magistrats et des politiciens. Des informations concernant des faits liés aux drogues sont régulièrement publiées par les salles de rédaction de tout le pays. Les plus intéressantes, qui retracent les enchaînements d'erreurs et la débauche des autorités, mettent en évidence l'érosion avancée de la capacité de l'État à protéger les citoyens ordinaires.

L'extorsion semble être le mode d'implication le plus courant des agents du gouvernement dans l'économie des drogues. Leurs proies vont des plus petits consommateurs aux principaux barons du trafic, ces derniers étant les plus grosses prises. Ainsi, le précédent chef de l'Agence philippine de lutte contre les drogues, Jose Gutierrez, est soupçonné d'avoir tenté d'extorquer des millions de pesos à un trafiquant. Seuls les cas de violence patente contre des victimes innocentes sont rapportés dans les médias, qui passent sous silence les montants réels des extorsions. On a rapporté des cas où la police locale a tellement harcelé des victimes que celles-ci ont avoué posséder des stupéfiants illégaux et donné de l'argent en échange de leur libération.

Ces pratiques se sont traduites par une dégradation de la confiance, non seulement des citoyens vis-à-vis de la police, mais également des agents de l'État entre eux. La dilution des frontières entre policiers et criminels n'atteint pas seulement la crédibilité des institutions, elle a aussi des conséquences mortelles. À l'instar de ce cas où des tensions provoquées par des accusations de pots-de-vin

ont dégénéré en échanges de tirs entre une unité policière de lutte contre la drogue et une unité d'action spéciale régionale à l'intérieur même d'un poste de police (Punay, 2004). Dans un autre cas, des agents du Détachement d'opérations spéciales contre les drogues illégales, le groupe d'intervention contre les stupéfiants de la Police nationale philippine, ont arrêté leurs propres collègues à la suite d'une opération au cours de laquelle ces derniers avaient tenté d'extorquer de l'argent à des civils (Papa, 2006).

Le recyclage par les agents de l'État de la drogue confisquée est une autre pratique répandue. Dans la seule ville de Taguig, au moins une douzaine d'officiers de police, en ce compris le commissaire en chef d'une division de police urbaine, furent impliqués dans le recel de méthamphétamines (Esplanada, 2012c). La revente des stupéfiants atteint les plus hauts échelons de l'administration de la lutte contre les drogues. Deux anciens chefs de l'Agence philippine de lutte contre les drogues, Dionisio Santiago et Jose Gutierrez, sont l'objet d'une instruction par le Bureau national d'investigation, le premier pour avoir revendu des précurseurs, le second pour avoir négligé d'enquêter sur son prédécesseur (Padua, 2012; Torres, 2012).

Un système judiciaire criminalisé

Du fait de la corruption, de l'incompétence ou de détails procéduriers, les affaires de trafic de drogues effectivement saisies par la justice sont souvent classées sans suite. Seules quelques-unes aboutissent à une condamnation. Entre 2004 et 2009, sur les 100 000 cas environ soumis par l'Agence, 78 000 furent classés sans suite (Smith, 2009). Les raisons principales du classement sans suite sont la non-parution du personnel de la Police nationale philippine à la cour (qui représente 27 % des cas) et l'incapacité des policiers à fournir des preuves valables (Yap, 2012b). Qui plus est, les jugements des patrons de la drogue et les enquêtes plus approfondies sur ces derniers progressent difficilement car les communications ne peuvent être interceptées, la réduction de peine pour témoignage est interdite et la lenteur du processus judiciaire permet de soudoyer les témoins ou de les faire disparaître.

Il arrive également que les peines de prison pour trafic de stupéfiants servent d'arme politique. Il ressort d'un article que l'accusation de trafic a été utilisée contre des associations militantes pour justifier la détention de leurs membres et ternir la réputation

de ces organisations. L'Agence estime que 36 % des prisonniers des Philippines ont été condamnés dans des affaires de drogues. Le rapport annuel de 2010 de l'agence établit aussi une corrélation entre pauvreté et incarcération : 58 % des détenus avaient un travail précaire et 21 % étaient sans emploi (PDEA, 2010). Il s'agit plus vraisemblablement de gens qui n'avaient pas les moyens de soudoyer les policiers, les procureurs ou les juges pour obtenir leur liberté.

Cette composition inégale de la population carcérale se retrouve dans les autres pays, où les lois antidrogues et la justice ciblent essentiellement les groupes les plus désavantagés de la société (Buxton, 2006). Qui plus est les conditions de réclusion des pauvres et des riches diffèrent radicalement dans les prisons philippines. Alors que la masse des petits revendeurs vit dans des conditions déplorables, les barons de la drogue obtiennent des privilèges qui rendent leur peine « confortable ». Cette différence de traitement montre que la corruption liée au marché des stupéfiants exacerbe les divisions sociales et politiques entre la minorité fortunée et la majorité pauvre.

L'érosion de l'État

Avec un pour cent de sa population possédant 60 % du produit intérieur brut (PIB), la société philippine est une des plus inégalitaires du monde. Cette distribution déséquilibrée des ressources économiques fausse les relations de pouvoir entre les classes. Car elles incitent les individus et les élites à opérer régulièrement en dehors de la loi et de l'environnement réglementaire ; les drogues affaiblissent le pouvoir de l'État. Francisco E. Thoumi note que « *la structure de l'industrie illégale reflète les faiblesses institutionnelles de chaque État* » (2010).

Aux Philippines, cette correspondance peut être vue dans l'incapacité de l'État à créer des emplois rémunérateurs et des opportunités économiques, comme le démontre l'exportation de travailleurs ; dans la participation des acteurs de l'administration antidrogues eux-mêmes au marché des stupéfiants, à travers l'extorsion et le « recyclage » ; et dans la faiblesse du système judiciaire et le taux lamentable de poursuites et des condamnations effectives. Tout cela contribue à la détérioration de la confiance entre les citoyens et l'État, et à la moindre stabilité de ce dernier. Attendu que les Philippines sont un État postcolonial faible, le poids économique et

politique des stupéfiants ne fait qu'augmenter les obstacles sur la voie de la consolidation démocratique (Abinales, 2008).

L'érosion de l'État peut se voir également dans les contestations des résultats électoraux, qui ne sont pas épargnés par les intérêts de la drogue. Dans un pays dont le système de financement des campagnes électorales est mal établi, l'argent de la drogue peut être utilisé pour financer des candidats aux élections. Le marché des stupéfiants s'élevant, selon un membre du Congrès, à 18 milliards de dollars, on peut estimer qu'il a une influence considérable sur les processus électoraux locaux (Esguerra, 2012). D'après le Département d'État états-unien, cet argent pourrait affecter les résultats en finançant des aspects illicites tels que « *l'achat de votes, le dévoiement d'élus, les fraudes et l'intimidation des électeurs* » (Wikileaks, 2013). Cebu, le nord de Mindanao et le Grand Manille sont les trois régions les plus touchées du pays (Balana, 2010). Les acteurs de la lutte contre les stupéfiants n'ont cependant pas découvert de liens entre les principales personnalités politiques nationales et l'industrie de la drogue à ce jour.

Entre espoir et risque de régression

Les récentes actions du gouvernement donnent une lueur d'espoir aux réformateurs. L'administration actuelle du président Benigno « Noynoy » Aquino III a promis un gouvernement « droit dans ses bottes », rompant avec le passé (Burgonio, 2013). Le nouveau directeur général de l'Agence philippine de lutte contre les drogues, Arturo Cacadac, a l'intention de procéder à un nettoyage interne de celle-ci (Castro, 2012). L'Agence a également lancé l'opération « *Pagpapatatag* » (« Renforcement »), qui vise à intensifier les mesures juridiques afin que les barons de la drogue restent en prison.

Dans le secteur législatif, les développements à l'échelle mondiale ont amené certains politiciens philippins à se pencher sur les approches alternatives à la prohibition. Lors d'un forum électoral récent, une foule de jeunes a acclamé l'engagement d'un candidat sénateur à ouvrir le débat sur la légalisation de la marijuana (Guttierrez, 2013). S'exprimant à l'occasion du neuvième anniversaire de l'Agence, le vice-président Jejomar Binay a affirmé que le pays devrait envisager une nouvelle politique nationale de lutte contre les drogues, qui reconnaisse celle-ci comme un problème de santé publique et non plus seulement comme un « problème de

paix et d'ordre » (Clapano, 2011). Certains membres de la Chambre basse du Congrès ont déjà suggéré des réformes législatives. Un député du parti Kabataan (gauche) a proposé que la loi détaillée sur les drogues dangereuses distingue plusieurs niveaux de consommateurs, de manière à « focaliser les ressources de la lutte contre les drogues sur celles qui causent le plus de tort » (PhilStar.com, 2011).

Mais la pièce manquante à cet élan réformateur est l'impulsion populaire elle-même. La plupart des citoyens soutiennent l'action du gouvernement actuel, même quand celui-ci viole les droits humains. À l'instar de ces milices d'autodéfenses, mises en place par un maire du sud des Philippines, comme méthode radicale pour réduire la criminalité, dont les actions meurtrières sont soutenues en silence par la communauté locale, quand bien même des enfants sont parfois pris pour cible.

Il n'y a que peu d'initiatives citoyennes visant à faire avancer la dépénalisation et la légalisation. Benjie Estanislaio, chanteur d'un groupe de reggae populaire, les Chongkeys, a dit que l'éducation était prioritaire (Ramos, 2011). L'action la plus proche d'une prise de position politique a été l'appel à l'intégration du cannabis dans la Loi sur les médicaments traditionnels et alternatifs de 1997. Cette loi confie à l'Institut philippin des soins de santé traditionnels et alternatifs la mission de mener à bien des recherches et des activités de développement dans ces domaines. Pazu Eteve, de l'Organisation philippine pour la réforme des lois sur la marijuana, soutient que le gouvernement philippin doit examiner la marijuana médicinale en vertu de cette loi. Le Département de la santé ne reconnaît cependant pas les bénéfices médicaux de la marijuana et le Conseil des drogues dangereuses a déjà déclaré qu'il s'opposerait à toute proposition de légalisation de cette drogue (Padua, 2010; Salaverria, 2012).

Comme d'autres pays de la région, les Philippines maintiennent leur adhésion à un régime de contrôle sévère vis-à-vis des consommateurs. L'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est) s'est fixée comme objectif une région sans drogues en 2015 (Fawthrop, 2012). La position des gouvernements d'Asie du Sud-Est contraste avec les évolutions en cours en Europe et en Amérique latine, où des mesures pragmatiques sont expérimentées en matière de drogues, comme la dépénalisation ou le traitement des dépendances en tant que problème de santé publique. Les Philippines sont même

à la traîne à l'échelle asiatique en matière de programmes de réduction des risques, n'ayant rien mis en œuvre au-delà de programmes d'échange d'aiguilles et de seringues. Les décideurs et les citoyens ordinaires ne semblent pas intéressés à apprendre des expériences des autres pays.

On pourrait même dire que dans ce domaine les Philippines risquent d'avancer à reculons. En effet, rappelant l'expérience de l'exécution de Lim Seng, des décideurs philippins ont récemment appelé à la restauration de la peine de mort afin d'intimider les utilisateurs et les trafiquants (Salaverria & Uy, 2009). Plus grave, l'Agence philippine de lutte contre les drogues a récemment demandé au Congrès de supprimer les clauses de la loi « détaillée » sur les drogues dangereuses qui prévoient un encadrement strict des enquêtes - comme la présence d'officiels locaux et d'un représentant de la justice lors des descentes policières - destiné à protéger la population des abus et des violations des droits humains commis par les agents de l'État (Yap & Orejas, 2011).

Traduction de l'anglais : Christophe Pierre

Bibliographie

- Abinales P. N. (2008), « The Philippines: Weak State, Resilient President », in *Southeast Asian Affairs*, Singapour, Institute of Southeast Asian Studies (ISEAS).
- Al Jazeera (2011), « Filipino drug mules », in *Al Jazeera online*, 5 avril.
- Balana C. (2010), « US: Drug money may affect RP elections », in *Philippine Daily Inquirer online*, 3 mars.
- Binla - Bureau of International Narcotics and Law Enforcement Affairs (2013), *2013 International Narcotics Control Strategy Report (INCSR)*, 5 mars.
- Boncocan K. (2011), « PH is now ideal hub for illegal drugs – police » in *Philippine Daily Inquirer online*, 16 février.
- Burton T. J. (2013), « Palace admits Quezon shooting probe to test Aquino's "straight path" policy », in *Philippine Daily Inquirer online*, 16 janvier.
- Buxton J. (2010), « Historical Foundations of the Narcotic Drug Control Regime », in Keefer P. & Loayza N. (dir.) (2010), *Innocent bystanders - Developing Countries and the War in Drugs*, Washington, Palgrave MacMillan/The World Bank.
- Buxton J. (2006), « The political impact of drugs and drug control », in Julia Buxton (2006), *The Political Economy of Narcotics-Production, Consumption, & Global Markets*, Nova Scotia, Fernwood Publishing.
- Castro D. (2012), « Cagdad promises to clean up PDEA », in *ABS-CBN News online*, 18 octobre.
- Cilluffo F. (2000), « The threat posed from the convergence of organized crime, drug trafficking, and terrorism », rapport au US House Committee on the Judiciary Subcommittee on Crime, 13 décembre.
- Clapano J. R. (2011), « Phil ranks 4th as Asia's illegal drug source », in *The Philippine Star*, 30 juillet 2011

- David R. (2011), « Perfect drug mules », in *Philippine Daily Inquirer online*, 20 février 2011.
- Dupont A. (1999), « Transnational Crime, Drugs, and Security in East Asia », in *Asian Survey*, vol. 39, n° 3 (mai-juin).
- Elona J. M. (2012), « 18% of villages nationwide "drug-affected"—PDEA », in *Philippine Daily Inquirer online*, 7 décembre.
- Esguerra C. V. (2012), « PDEA has list of gov't execs linked to drugs », in *Philippine Daily Inquirer online*, 22 novembre.
- Esplanada J. E. (2012a), « UN drug report: Philippines has highest rate of shabu use in East Asia », in *Philippine Daily Inquirer online*, 27 mars.
- Esplanada J. E. (2012b), « Chinese syndicates behind drug trade in Philippines, says US », in *Philippine Daily Inquirer online*, 28 juin.
- Esplanada J. E. (2012c), « Cop says Taguig police run drug ring », in *Philippine Daily Inquirer online*, 4 décembre 2012,
- Fawthrop T. (2012), « The New War on Drugs: ASEAN Style », in *The Diplomat online*, 30 novembre.
- GMA News (2012). « Firing squad sa Chinese drug lord » in *GMA News online*, 15 novembre.
- Gutierrez N. (2013), « Senate bets weigh in on divorce, marijuana », in *Rappler online*, 9 février.
- Mañalac V. (2009). « Lim Seng execution brought some hope », in *Philippine Daily Inquirer online*, 5 janvier.
- Ofreneo R. E. (2012), « Manpower Export and Philippine Maldevelopment », in *UP Forum*. Quezon City, University of the Philippines Diliman, vol. 13, septembre-octobre.
- ONUDD (2011), *Rapport mondial annuel*, Vienne, Nations unies.
- Padua R. (2010), « Marijuana is dangerous – PDEA », in *Philippine Daily Inquirer online*, 17 octobre.
- Padua R. (2012), « 2 former PDEA execs probed for sale of drug chemicals cry foul », in *The Philippine Star online*, 17 novembre.
- Papa A. (2006), « Cops in drug buy-bust busted for "extortion" », in *Philippine Daily Inquirer online*, 20 octobre,
- PDEA (2010), Rapport annuel, Philippines Drug Enforcement Agency, Quezon City.
- PhilStar.com (2011), « Solon: Anti-drugs law ineffective, needs review », in *Philippine Star online*, 14 octobre.
- Punay E. (2004), « Drug busters vs anti-extort cops », in *The Philippine Star online*, 15 août.
- Quimpo N. G. (2005), « Oligarchic Patrimonialism, Bossism, Electoral Clientelism, and Contested Democracy in the Philippines », in *Comparative Politics*, vol. 37, n° 2.
- Ramos M. (2012), « PDEA: 10000 drug suspects arrested from January to November 2012 », in *Philippine Daily Inquirer online*, 26 décembre.
- Ramos N. (2011), « Chongkeys singer on Marijuana: No to legalization, yes to education », in *The Manila Bulletin online*, 13 juillet.
- Salaverria L. B. & Uy J. (2009), « Solons push for return of death penalty », in *Philippine Daily Inquirer online*, 9 janvier.
- Salaverria L. B. (2012), « Drugs body says no to legalizing marijuana », in *Philippine Daily Inquirer online*, 14 novembre 2012.
- Santos T. G. (2012), « Drug use up in Philippines, says UN body » in *Philippine Daily Inquirer online*, 5 mars.
- Smith P. (2009), « Southeast Asia: Philippines President Names Herself Drug Czar, Orders Random Testing of All High School Students, More to Come », in *the Drug War Chronicle*, 16 janvier.

- Thoumi F. E. (2010), « Competitive Advantages in the Production and Trafficking of Cocaine and Opium-Heroin in Afghanistan and the Andean Countries », in Keefer, Philip & Loayza, Norman (dirs) (2010), *Innocent Bystanders - Developing Countries and the War in Drugs*, Washington, Palgrave Macmillan/The World Bank.
- Torres T. (2012), « NBI files complaint against 2 former PDEA chiefs for "irregularities" » in *Philippine Daily Inquirer online*, 15 novembre.
- Tulfo R. (2011), « Marcos would have succeeded if... », in *Philippine Daily Inquirer online*, 28 février.
- Ubac M. L. (2012), « Palace can't explain "secrecy" over PDEA appointment », *Philippine Daily Inquirer Online*, 19 octobre.
- Yap D. J. (2012a), « More women joining illegal drugs trade », in *Philippine Daily Inquirer online*, 9 février.
- Yap D. J. (2012b), « Many drug cases falter because cops don't appear at trials », in *Philippine Daily Inquirer online*, 26 juin.
- Yap D. J. (2011), « More kids used in drug trade », in *Philippine Daily Inquirer online*, 11 juin.
- Yap D. J. et Orejas T. (2011), « Robredo: Who's to blame for snafu in drug case? », in *Philippine Daily Inquirer online*, 28 août.